

## MIGRATION ET POLITIQUE INTERNATIONALE

## Les mandats du SNESUP-FSU

→ par la commission administrative du SNESUP-FSU

En écho au dossier de ce numéro, le SNESUP-FSU rappelle ici quelques-uns de ses mandats en publiant des extraits de la résolution<sup>(1)</sup> « International, Europe, Grèce », adoptée par sa commission administrative, le 2 juillet 2015.

Selon les données des organisations onusiennes, environ 800 millions d'êtres humains souffrent de sous-alimentation. Près de 60 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne sont pas scolarisés : après une baisse rapide de 100 millions en l'an 2000 à 60 millions en 2007, ce chiffre s'est stabilisé à un niveau qui reste inacceptable. Pour des centaines de millions d'autres enfants, l'école souffre d'un déficit criant d'enseignants et de moyens matériels. [...]

Certains États exercent sur d'autres États et leur population des ingérences et des dominations brutales, y compris sous forme militaire et par la guerre. [...] Dans la continuité de l'époque coloniale, les pays les plus puissants entretiennent des déséquilibres au service de la défense cynique de leurs propres intérêts et de ceux d'entreprises transnationales.

Le SNESUP dénonce la responsabilité de la politique de la France, de l'Union Européenne (UE) et plus largement des pays les plus puissants dans la dégra-

dation extrême des conditions de vie et l'insécurité physique qui frappent des populations poussées à fuir leur pays, y compris au péril de leur vie. Il appelle à la mise en place d'un plan européen et international visant à ce que tout être humain ait les moyens de vivre dans son pays d'origine, à assurer la sécurité physique de tout migrant, et à offrir un accueil à toute personne poussée à fuir son pays, à tout-e réfugié-e. [...]

La résolution de ces problèmes et la suppression de la pauvreté exigent une mobilisation solidaire de l'ensemble de l'humanité, reposant sur la confiance et l'égalité entre les nations sans domination des unes sur les autres. Sont en particulier indispensables des coopérations internationales et la mutualisation des savoirs, des technologies et des techniques, mais aussi une organisation des échanges commerciaux internationaux basée sur des objectifs sociaux et environnementaux.

Les biens communs ont un rôle central à jouer, en particulier l'éducation. Le SNESUP-FSU demande :

- la mise en place d'un fonds international public et conséquent, destiné à contribuer au financement des biens communs dans les pays à moyens ou bas revenus, notamment alimenté par des taxes internationales sur le commerce des armes, les transactions financières, les émissions de gaz à effet de serre, l'énergie nucléaire... ;
- un développement de la recherche réparti de façon équilibrée entre toutes les nations, dans le respect de la diversité culturelle et des principes démocratiques, et bénéficiant pour les pays à moyens ou bas revenus, de financements du fonds public revendiqué ci-dessus ;
- un accès généralisé à une éducation publique et gratuite de qualité pour toutes et pour tous (scolarisation de tous les enfants, baisse du nombre d'élèves par classe, formation des enseignants, matériel pédagogique, développement de l'enseignement supérieur, etc.). ●

(1) Texte intégral disponible sur <https://lc.cx/44wz>.